L'INDEPENDANCE ALIMENTAIRE A L'EPREUVE DE L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE A GRAND-BEREBY

KOUAME Kouakou N'goran Samson
Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Cocody), kouakousamson84@gmail.com
AKABLAH Tchoumou Léopold
Université Alassane Ouattara (UAO), Bouaké, akablaht@gmail.com

Résumé

Cette étude met en évidence les effets de l'expansion de l'agriculture industrielle sur l'indépendance alimentaire des populations riveraines de la Société des Caoutchoucs de Grand-Béréby (SOGB), dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire. L'approche méthodologique adoptée, combine des enquêtes quantitatives auprès de 306 exploitants agricoles et des entretiens qualitatifs avec les autorités villageoises, responsables de la SOGB et les organisations communautaires. Les résultats montrent que l'emprise foncière de la SOGB, estimée à 34 712 hectares, renforcée par la réappropriation d'environ 5 000 hectares de bas-fonds, entraine une réduction significative des espaces villageois arables. Ainsi, 75 % des exploitants agricoles interrogés ne disposent plus de réserves foncières et sont contraints de parcourir plusieurs kilomètres pour accéder à des terres disponibles. Par ailleurs, 85 % des agriculteurs enquêtés, privilégient désormais les cultures de rente (hévéas et palmiers à huile) jugées rentables au détriment des cultures vivrières assurant autrefois leur autoconsommation. Comme corollaires, une baisse de la production vivrière locale, associée à une dépendance croissante en besoins alimentaires vis-à-vis des marchés locaux sur fond de fragilisation de l'autonomie alimentaire des ménages riverains, sont observés.

Mots-clés *: agriculture industrielle ; SOGB ; réserves foncières ; autonomie alimentaire ; Côte d'Ivoire.*

Abstract

This study highlights the effects of the expansion of industrial agriculture on the food self-sufficiency of communities living near the Société des Caoutchoucs de Grand-Béréby (SOGB) in southwestern Côte d'Ivoire. The methodological approach combines quantitative surveys of 306 farmers with qualitative interviews with village authorities, SOGB officials, and community organizations. The results show that the SOGB's land holdings, estimated at 34,712 hectares and expanded by the reclamation of approximately 5,000 hectares of lowlands have led to a significant reduction in arable land available to villagers. As a result, 75% of the farmers surveyed no longer have access to reserve land and are forced to travel several kilometers to reach available land. Furthermore, 85% of the farmers surveyed now prioritize cash crops (rubber trees and oil palms), which are considered profitable, at the expense of food crops that once provided for their own consumption. As a result, a decline in local food production has been observed, coupled with a growing dependence on local markets to meet food needs, against a backdrop of weakened food self-sufficiency among local households.

***Keywords**: industrial agriculture; SOGB; land reserves; food self-sufficiency; Ivory Coast.*

1. Introduction

L'expansion de l'agriculture industrielle constitue aujourd'hui l'un des principaux enjeux de transformation des espaces ruraux dans les pays en développement. Fondée sur la mobilisation de vastes superficies foncières pour la production de cultures d'exportation telles que l'hévéa et le palmier à huile, elle est souvent présentée comme un levier de croissance économique et de création d'emplois. Toutefois, cette dynamique soulève des interrogations quant à ses effets sur l'accès des populations rurales aux ressources foncières et sur leur capacité à assurer de

manière autonome et durable, leurs besoins de subsistance. En Côte d'Ivoire, les politiques de diversification agricole engagées depuis les années 1970 ont favorisé l'implantation de grands complexes agroindustriels, notamment dans le Sud-Ouest du pays. C'est dans ce contexte qu'a été créée la Société des Caoutchoucs de Grand-Béréby (SOGB), dont l'implantation a mobilisé 34 712 hectares de terres agricoles. Aujourd'hui, cette entreprise occupe une place importante dans l'économie locale grâce à ses activités de promotion de blocs structuraux de monocultures d'hévéas et de palmiers à huile.

Cependant, l'expansion des plantations industrielles s'est accompagnée d'une réduction progressive des espaces agricoles relevant du domaine villageois. Ainsi, dans un contexte aussi marqué par la croissance démographique et la raréfaction des terres disponibles, les cultures vivrières se trouvent de plus en plus en concurrence avec les cultures de rente en promotion pour des impératifs opposés. Cette situation suscite des préoccupations quant à la capacité des ménages ruraux en l'occurrence riverains de la SOGB, à produire leur propre alimentation et assurer leur autonomie alimentaire.

Dès lors, la question suivante mérite d'être posée : comment l'expansion de l'agriculture industrielle à Grand-Béréby affecte-t-elle l'autonomie alimentaire des populations riveraines ? Cette étude vise de ce fait, à montrer les effets de l'emprise foncière de la SOGB sur les espaces agricoles villageois riverains afin de mettre en évidence les implications de cette dynamique sur la

production vivrière et les stratégies alimentaires des ménages.

Le présent article est structuré en quatre (4) parties. La première, consacrée à l'introduction, donne un aperçu des relations entre l'agriculture industrielle et l'indépendance alimentaire dans les territoires concernés par les projets agro-industriels. Elle est suivie de la méthodologie, qui présente la délimitation de l'espace d'étude, le type d'étude et la population cible, ainsi que les méthodes d'échantillonnage et de collecte des données adoptées. La troisième partie est consacrée à la présentation et à l'analyse des résultats issus des données collectées. Enfin, la quatrième partie, dédiée à la discussion, met en perspective les résultats obtenus en les confrontant à ceux d'autres chercheurs.

2. Materiel et methodologie

2.1- Délimitation de l'espace d'étude

La présente étude a été réalisée dans la sous-préfecture de Grand-Béréby, située dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire, au sein de la région du Bas-Sassandra. Cette circonscription administrative est délimitée au sud par l'océan Atlantique, au nord par la sous-préfecture de Dogbo, à l'ouest par le département de Tabou et à l'est par celui de San-Pedro, principal pôle économique du sud-ouest ivoirien (figure 1).

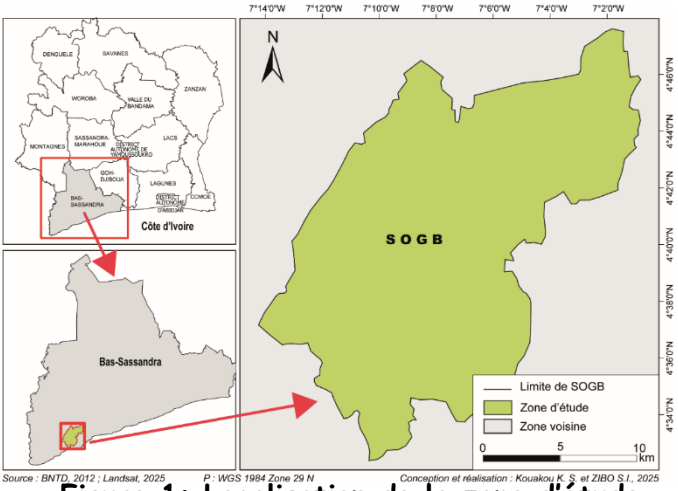


Figure 1: Localisation de la zone d'étude

Comme illustré par la figure précédente, la sous-préfecture de Grand-Béréby abrite l'un des plus importants complexes agroindustriels de la Côte d'Ivoire, exploité par la Société des Caoutchoucs de Grand-Béréby (SOGB). Créée dans le cadre de la politique de développement agro-industriel de l'État ivoirien dès 1960, cette entreprise dispose d'un vaste domaine consacré à la culture de l'hévéa et du palmier à huile. Son emprise foncière couvre une part importante des terres agricoles de la localité et s'étend à proximité de plusieurs villages riverains.

Le choix de cette zone d'étude s'explique par les mutations foncières et agricoles induites par le développement des activités de l'entreprise SOGB sur fond de réduction des espaces agricoles villageois et de recomposition des systèmes de production en lien à l' autonomie alimentaire des ménages.

2.2. Type d'étude et population cible

Cette étude repose sur une approche mixte combinant méthodes quantitatives et qualitatives. Elle a été réalisée dans les villages riverains du complexe agroindustriel de la Société des Caoutchoucs de Grand-Béréby (SOGB) ainsi que dans la zone centrale de l'entreprise.

La population cible est constituée des chefs de ménage, des propriétaires terriens, des autorités villageoises, des responsables d'organisations de défense des droits des communautés riveraines, des responsables locaux de la SOGB et représentants des services administratifs déconcentrés.

2.3. Échantillonnage

L'échantillonnage a été réalisé selon une méthode probabiliste à partir des données démographiques disponibles issues de l'Institut National de la Statistique (INS, 2021). La taille minimale de l'échantillon a été déterminée à l'aide de la formule de Fisher avec un niveau de confiance de 95 % (soit 0,95) et une marge d'erreur de 5 % (0,05), conduisant à un effectif de 306 ménages. Les enquêtés ont donc été proportionnellement repartis relativement au nombre de chefs de ménage recensés dans les différents villages riverains et dans la zone centrale de la SOGB (tableau 1). L'objectif étant de garantir une meilleure représentativité de la population échantillonnée au regard de la population-mère considérée.

Tableau 1: Répartition de l'échantillon d'étude par village

Localités d'enquête par questionnaire	Nombre chefs de ménages ou d'exploitants agricoles Interrogés
BATCHA	9
DJIMBO	17
DJORO	9
HEKE	16
IREPOUE	1
KAKO	15
KLOTOU	9
OUEOULO	32
OULIBIO	1
OULIDIE	15
PATAKE	13
TEKOULEBO	2
TRAHE	71
SOGB (zone centre)	96
Total	**306**

Source : KOUAME Samson et AKABLAH Léopold, 2025

2.4. Collecte des données

2.4.1. Matériels de collecte des données. La collecte des données a mobilisé plusieurs outils dont un appareil photo numérique pour les prises de vue liées aux observations directes de terrain, des guides d'entretien semi-directifs, des questionnaires ainsi que des fonds cartographiques utilisés pour les déplacements à travers les localités enquêtées.

Les guides d'entretien ont servi à la réalisation des entrevues avec les autorités administratives, chefs de village, propriétaires terriens, les responsables associatifs et responsables locaux de la SOGB eu égard à leurs qualités intrinsèques respectives de sachant et d'acteurs de premier plan en lien à l'objet d'étude. Quant au questionnaire, il a été administré aux chefs de ménage sélectionnés dans les villages riverains y compris la zone centrale de la SOGB selon leur disponibilité suivant un mode d'accès progressif au terrain en rapport au tableau précédent.

2.4.2. Méthodes de collecte des données.

2.4.2.1. Recherche documentaire.

Une revue documentaire pour l'acquisition des données secondaires a été réalisée afin de contextualiser les enjeux fonciers liés au développement des activités agro-industrielles de la SOGB à Grand-Béréby. Cette phase a consisté à consulter des documents textuels, statistiques et cartographiques relatifs au foncier rural et aux stratégies de territorialisation des projets d'agro-industrie. L'analyse de cette littérature a ainsi permis de mettre en évidence l'importance capitale du foncier dans les dynamiques de développement agricole relativement aux tensions suscitées par les acquisitions foncières à grande échelle dans les pays en développement comme la Côte d'Ivoire. Elle a également contribué à une meilleure compréhension des rapports d'usage entre agro-investisseurs et communautés rurales autour de l'accès et du contrôle des ressources foncières sur les territoires notamment à Grand-Béréby dans le sud-ouest ivoirien.

2.4.2.2. Enquête de terrain.

L'enquête de terrain s'est déroulée en deux (2) étapes : une phase exploratoire ou pré-enquête réalisée du 14 au 28 février 2025 et une phase d'enquête proprement dite de collecte des données primaires sur le terrain. L'enquête exploratoire a de ce fait permis de tester les outils de collecte, d'identifier et de tisser au demeurant des liens avec les principaux acteurs échantillonnés et concernés par la question foncière ; puis de localiser avec précision les espaces directement affectés par les activités d'expansion territoriale de la SOGB.

La collecte des données primaires qui a fait suite à la phase exploratoire, s'est appuyée sur trois (3) principales techniques : l'observation directe, les entretiens semi-directifs et l'enquête par questionnaire. L'observation directe a permis d'apprécier la réalité de l'emprise foncière des plantations industrielles dans la zone d'étude, les conditions d'accès aux terres agricoles, l'existence de réserves foncières ainsi que la disponibilité des infrastructures et équipements socio-collectifs dans les villages riverains.

Les entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès des chefs de village, propriétaires terriens, des responsables des organisations de défense des droits des communautés riveraines, des responsables locaux de la SOGB ainsi que des représentants de l'administration locale. Les échanges ont porté sur les modalités d'acquisition des terres, l'état réel des opérations de rétrocession foncière à l'oeuvre localement, les conflits liés au foncier, les

compensations accordées aux populations et les actions de développement entreprises par la SOGB.

Par ailleurs, l'enquête par questionnaire administré aux 306 chefs de ménage initialement sélectionnés selon la méthode probabiliste de Fischer tel que souligné plus haut, s'est principalement articulé autour des axes principaux suivants :

- les caractéristiques sociodémographiques des enquêtés ;
- le mode d'accès au foncier et l'état de disponibilité des réserves foncières localement ;
- les superficies agricoles exploitées et les principales cultures pratiquées ;
- les difficultés rencontrées dans l'accès et la gestion du foncier rural ;
- les perceptions des populations riveraines de la sous-préfecture de Grand-Béréby sur les effets de l'expansion des activités de la SOGB relativement à leur capacité d'autonomie de production alimentaire.

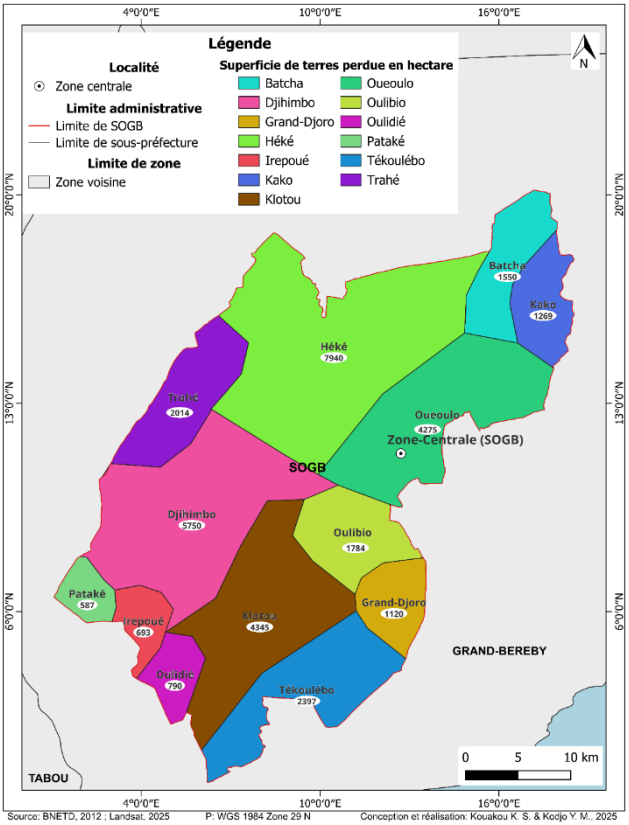
En définitive, les données issues de ces recherches ont après traitements manuels, informatiques et cartographiques, permis de structurer les résultats autour deux (2) principaux axes. Il s'agit d'une part, des effets de l'agriculture industrielle sur la réduction des espaces agraires à Grand-Béréby ; puis d'autre part, des indices matériels de précarisation de l'indépendance alimentaire dans l'espace agroindustrialisé local.

3. Résultats

3.1. L'agriculture industrielle comme facteur de réduction des espaces agraires à Grand-Béréby

3.1.1. L'emprise foncière de la SOGB sur les ressources agricoles locales.

L'agriculture industrielle constitue aujourd'hui l'un des principaux facteurs de recomposition des espaces ruraux dans la sous-préfecture de Grand-Béréby. L'installation du complexe agro-industriel de la SOGB s'est accompagnée de la mobilisation de vastes superficies foncières destinées à la production d'hévéas et de palmiers à huile. Au total, 34 712 hectares issus des terroirs villageois ont été concédés à l'entreprise, entraînant le déguerpissement de treize (13) villages autochtones et une réduction substantielle des espaces traditionnellement consacrés aux activités agricoles tel que le présente la figure 2.



Source : Enquêtes de terrain, 2025

Figure 2 : Distribution des superficies agraires perdues par les villages déguerpis à Grand-Béréby

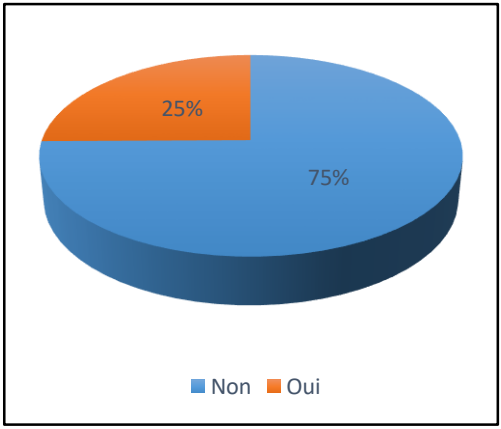
Ainsi, l'analyse montre que la réalité des superficies foncières retranchées aux communautés cache d'importantes disparités entre villages concernés. Alors que certaines localités comme Pataké, Irépoué ou Oulidié ont perdu moins de 1 000 hectares, d'autres localités ont

enregistré des pertes beaucoup plus importantes. Il s'agit des villages d'Ouéoulo, Klotou et Djimbo qui ont ainsi perdu entre 4 275 et 5 750 hectares, tandis que le village de Héké a été amputé de près de 7 940 hectares de son patrimoine foncier.

Par ailleurs, les enquêtes ont aussi montré que, la pression exercée sur le foncier s'est accentuée avec la réappropriation par la SOGB d'environ 5 000 hectares de bas-fonds. Alors que, ces espaces, particulièrement fertiles et traditionnellement utilisés pour la riziculture, les cultures maraîchères et diverses productions vivrières, constituaient des réserves stratégiques pour les populations riveraines en termes de « *niches foncières de productions alimentaires* ». Par conséquent, Leur intégration progressive au domaine agroindustriel à travers des opérations de drainage et reconversion en plantations de palmiers à huile réduisent considérablement les possibilités d'accès des communautés aux terres productives.

3.1.2. La disparition progressive des réserves foncières villageoises.

La réduction des espaces agricoles disponibles à Grand-Béréby, s'accompagne d'une raréfaction des réserves foncières dans les villages riverains du complexe agro-industriel. Les résultats de l'enquête révèlent que 75 % des exploitants agricoles interrogés (soit 230 exploitants sur un total de 306), estiment ne plus disposer de réserves foncières susceptibles de répondre à leurs besoins futurs en terres cultivables (figure 3).



Source : KOUAME Samson, 2023

Figure 3 : Exploitants agricoles détenant des réserves foncières

Cette situation traduit l'intensité de la pression exercée sur le foncier dans l'espace agro-industrialisé de Grand-Béréby. En outre, en termes de structures agraires correspondantes, trois-quarts (3/4) de cette population agricole en question, disposent de superficies inférieures à cinq (5) hectares, tandis que les exploitations de plus de dix (10) hectares ne représentent que 4 % de l'ensemble des exploitations recensées, soit environ 13 exploitants sur les 306 questionnés.

Cette fragmentation manifeste du foncier limite les possibilités d'extension des activités agricoles et réduit les capacités de production des ménages. Face à l'absence de réserves foncières dans leurs villages, de nombreux exploitants sont contraints de rechercher des terres dans des localités voisines. Les données recueillies indiquent que

65 % des agriculteurs concernés parcourent désormais entre 5 et 10 kilomètres pour accéder à leurs parcelles, tandis que 30 % environ, effectuent des déplacements supérieurs à 10 kilomètres. Ces distances croissantes augmentent les coûts de production, réduisent le temps consacré aux activités agricoles et contribuent à la baisse de la productivité des exploitations. L'éloignement des terres agricoles traduit ainsi en général une saturation progressive de l'espace rural local et constitue par conséquent, l'une des manifestations les plus visibles de la pression foncière exercée par le développement de l'agriculture industrielle sur les possibilités de productions vivrières dans la région en particulier.

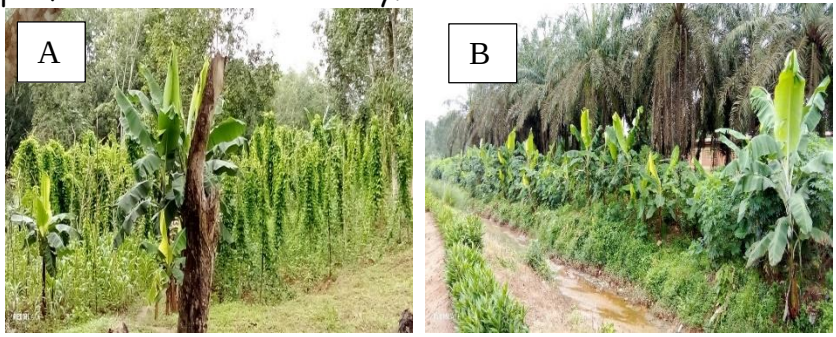
3.1.3. La concurrence entre cultures industrielles et cultures vivrières.

L'expansion de l'hévéaculture et du palmier à huile a profondément transformé les systèmes de production agricole dans la sous-préfecture de Grand-Béréby. En effet, ces cultures de rente occupent désormais une place prépondérante dans les stratégies économiques des exploitants agricoles qui les considèrent comme « *plus rentables que les productions vivrières traditionnelles* ».

Cette priorisation des cultures industrielles s'accompagne d'une reconversion des terres agricoles. Les parcelles autrefois consacrées à la production de manioc, de banane plantain, de maïs ou de riz sont progressivement remplacées par des plantations d'hévéas et de palmiers à huile. La mutation du paysage agraire qui s'ensuit, réduit considérablement les superficies disponibles pour les

cultures destinée à l'autoconsommation des ménages. La réalité de bataille de territorialité sur fond de concurrence foncière entre agriculture industrielle et agriculture vivrière alors occasionnée, se manifeste également par l'utilisation croissante d'espaces résiduels pour la production alimentaire. Faute de terres disponibles, certains agriculteurs exploitent les interstices à l'interconnexion entre les jeunes plants d'hévéas et de palmiers à huile pour pratiquer des cultures vivrières temporaires (voir planche 1).

Ainsi, tel que figuré par les prises de vue de la planche photographique ci-dessous, il apparaît clairement que ces espaces interstitiels au vue de leurs tailles minimales, demeurent insuffisants pour soutenir durablement les besoins en produits alimentaires des populations de la sous-préfecture de Grand-Béréby.



Source : Cliché KOUAME Samson et AKABLAH Léopold, 2025

Planche 1 : Interstices de plantations d'hévéas et de palmiers à huile colonisés par du vivrier

3.2. Les indices de précarisation de l'indépendance alimentaire à Grand-Béréby

3.2.1. Le recul de la production vivrière dans le paysage productif.

L'une des conséquences les plus visibles de l'expansion de l'agriculture industrielle à Grand-Béréby est le recul progressif de la production vivrière. La pression foncière exercée par le développement des plantations d'hévéas et de palmiers à huile a profondément modifié et continue de modifier les choix de production des exploitants agricoles. Les résultats de l'étude montrent en l'état que 85 % des exploitants agricoles interrogés à savoir 261 agriculteurs, consacrent l'essentiel de leurs parcelles à l'hévéaculture et au palmier à huile au détriment des productions vivrières.

À l'inverse, seulement 15 % des producteurs notamment 45 enquêtés estiment continuer d'associer cultures de rente et cultures vivrières dans leurs espaces productifs. Cette dynamique de marginalité des productions vivrières traduit une mutation profonde des systèmes de productions locaux caractérisés par le passage d'une agriculture jadis orientée vers l'autoconsommation en milieu rural, à une agriculture davantage intégrée aux marchés. Selon les agriculteurs interrogés, leur choix de réorientation des activités agricoles s'explique à la fois par « *la recherche de revenus plus élevés et par la raréfaction des terres cultivables* ».

Par ailleurs, les observations de terrain montrent que certains producteurs sont contraints face à cette donne, de cultiver les produits vivriers dans les interstices des

plantations d'hévéas et de palmiers à huile. Une pratique témoignant en conséquence de la difficulté croissante de disponibilité d'espaces cultivables spécifiques à la production vivrière dans le paysage agraire de la ruralité à Grand-Béréby. Ce qui dénote également des limites des capacités productives des ménages dans un contexte local marqué par une forte emprise foncière de l'agriculture industrielle.

3.2.2. La dépendance croissante des ménages aux marchés alimentaires dans l'espace SOGB.

Le recul de la production vivrière à l'échelle du territoire agroindustrialisé de Grand-Béréby est également marqué d'une dépendance de plus en plus forte des ménages vis-à-vis des marchés nationaux pour leur approvisionnement en denrées comestibles. La diminution des superficies consacrées aux cultures vivrières affecte ainsi la capacité des familles à produire de par elles-mêmes leurs nourritures. Les enquêtes montrent dans ce sens que les ménages ont désormais recours à l'achat de denrées alimentaires provenant d'autres localités comme surtout Abidjan et San-Pédro pour satisfaire leurs besoins existentiels (planche 2).



Source : Cliché KOUAME Samson et AKABLAH Léopold, 2025

Planche 2 : Denrées alimentaires en provenance de localités environnantes vendues sur la place du marché de la SOGB à Grand-Béréby

Les observations réalisées sur le marché de la SOGB relativement aux photos de la planche ci-dessus, montrent en l'occurrence que de nombreux produits vivriers consommés dans la localité, proviennent désormais d'autres bassins de production. Cette évolution traduit une perte progressive d'autonomie alimentaire des populations riveraines de la multinationale SOGB. Les denrées alimentaires sont ainsi acheminées depuis des zones plus

éloignées comme Abidjan voire San Pédro avec pour effets de renchérir davantage leurs coûts et accroître la vulnérabilité économique des ménages déjà exposés aux fluctuations des prix des produits alimentaires sur la plupart des marchés nationaux de vivriers. Cependant, même si les ménages interrogés, soutiennent « *avoir recours aux revenus tirés de la vente de leurs produits de rente d'hévéas et de palmiers pour s'approvisionner sur le marché local* », cette situation souligne l'état de vulnérabilité alimentaire qui les caractérise.

3.2.3. La vulnérabilité alimentaire des ménages riverains de la SOGB.

La réduction de la production vivrière et la dépendance croissante aux marchés alimentaires contribuent à fragiliser les conditions d'autonomie alimentaire des populations riveraines de la SOGB. Cette vulnérabilité se manifeste d'abord par une baisse progressive de la consommation des denrées agricoles produites localement. Les ménages produisent une part de plus en plus faible des denrées qu'ils consomment, ce qui les rend davantage dépendants des revenus monétaires issus des cultures de rente ou des activités de salariat agricole. L'enquête révèle en conséquence que 75 % des exploitants agricoles, soit environ 230 agriculteurs questionnés, ne disposent plus de réserves foncières susceptibles de favoriser une expansion de leurs parcelles agricoles. De plus, ces derniers affirment désormais parcourir « *plusieurs kilomètres pour accéder à d'autres parcelles encore disponibles dans la zone* ». Ce qui limite leur capacité à développer des productions vivrières suffisantes compte tenu selon eux « *de la périssabilité des*

produits vivriers en lien à la distance des champs et l'état des routes menant à ces terres ».

De fait, les transformations foncières induites par l'agriculture industrielle à Grand-Béréby, ne se traduisent pas uniquement par une recomposition des systèmes de production dans le paysage agraire. Elles affectent aussi les mécanismes traditionnels d'approvisionnement alimentaire et contribuent à l'émergence d'une vulnérabilité alimentaire croissante au sein des communautés riveraines.

4. Discussion

Les résultats de l'étude montrent que l'expansion des activités agro-industrielles de la Société des Caoutchoucs de Grand-Béréby (SOGB) a profondément recomposé l'organisation foncière des villages riverains avec des effets sur l'autonomie alimentaire des ménages. L'acquisition de 34 712 hectares de terres agricoles, renforcée par la réappropriation d'environ 5 000 hectares de bas-fonds, a ainsi émietté les espaces prédestinés aux cultures vivrières. Cette situation confirme les analyses de L. Y. FALLE (2018, p. 55), selon lesquelles, la terre constitue aujourd'hui un enjeu majeur en Côte d'Ivoire en raison des convoitises qu'elle suscite aussi bien de la part des investisseurs privés que des multinationales. Pour cet auteur, la compétition autour du foncier est devenue l'une des principales sources de recomposition des espaces ruraux et de tensions entre les différents usagers de la terre.

Ces résultats rejoignent également ceux de Rights and

Resources Initiative (RRI, 2016, p. 4) qui atteste que les acquisitions foncières à grande échelle conduisent souvent à une réduction des espaces contrôlés par les communautés locales. Selon cette organisation, le non-respect des droits fonciers des populations riveraines constitue l'un des principaux facteurs de fragilisation des projets agro-industriels en Afrique. Ainsi, l'étude établit qu'à Grand-Béréby, l'emprise foncière croissante de la SOGB limite activement les possibilités d'extension des superficies agricoles villageoises destinées à l'alimentation malgré son impact sur le développement économique de la localité. La disparition progressive des réserves foncières occasionnée, constitue à ce titre un autre enseignement majeur de cette recherche. A cet effet, 75 % des exploitants enquêtés déclarent ne plus disposer de réserves foncières et s'estiment contraintes de parcourir de longues distances pour accéder à des terres cultivables.

Cette situation confirme les observations de J. C. BARBIER, G. COURADE et J. TISSANDIER (1980, p. 180) qui montrent que les grands investissements agricoles réalisés sur les réserves foncières communautaires entraînent nécessairement une réduction des espaces destinés aux cultures vivrières et obligent les populations à rechercher des terres plus éloignées, souvent moins fertiles.

De même, R. CHARLINE, M. SERGIO DARIO et A. VERONIQUE (2020, p. 128) soulignent que les politiques de développement fondées sur l'agrobusiness favorisent, dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, des phénomènes d'accaparement foncier, d'exclusion et de marginalisation

des communautés locales. Dans cette perspective, l'étude met également en évidence une concurrence croissante entre les cultures industrielles et les cultures vivrières dans la sous-préfecture de Grand-Béréby. Les résultats montrent en l'occurrence que 85 % des exploitants privilégient désormais l'hévéaculture et le palmier à huile contre 15 % continuant toujours d'associer cultures de rente et productions vivrières sur la même parcelle.

Cette réorientation alors manifeste des systèmes de production confirme par ailleurs les analyses de la COPAGEN (2012, p. 47) selon lesquelles le développement des plantations industrielles entraîne une réduction des superficies consacrées aux cultures alimentaires. Cette organisation montre notamment que l'expansion du palmier à huile dans la région d'Aboisso en Côte d'Ivoire, s'est traduite par une baisse de la production de manioc et une augmentation significative des prix des produits vivriers. Une dynamique comparable est observée à Grand-Béréby où la progression des cultures pérennes réduit progressivement les espaces réservés aux productions destinées à l'autoconsommation locale. Au-delà de la réduction des superficies cultivées, cette recomposition foncière contribue en parallèle, à une fragilisation progressive de l'indépendance alimentaire des ménages. Les enquêtes de l'étude montrent que la baisse de la production vivrière contraint de nombreuses familles à s'approvisionner sur les marchés environnants pour satisfaire leurs besoins alimentaires.

Cette dépendance accrue vis-à-vis des marchés

confirme les observations de J. C. BARBIER, G. COURADE et J. TISSANDIER (1980, p. 185) qui montrent que la substitution des cultures vivrières par les cultures de rente entraîne une augmentation des importations alimentaires locales et une hausse du coût des denrées. Les populations deviennent ainsi davantage dépendantes de leurs revenus monétaires pour assurer leur alimentation quotidienne.

Toutefois, les résultats de cette étude mettent également en évidence le caractère ambivalent du développement agro-industriel. À l'instar des observations de MIGHTY EARTH (2019, pp. 26-27) relatives aux grandes plantations d'hévéa au Cameroun, les investissements agro-industriels génèrent certes des emplois, des revenus et des infrastructures, mais, s'accompagnent également d'une transformation profonde des rapports des communautés à leur foncier. À Grand-Béréby en l'occurrence, ce paradoxe se traduit par une amélioration des opportunités économiques parallèlement à une réduction progressive des capacités locales de production alimentaire.

Ainsi, les résultats obtenus dans le cadre de cette contribution, attestent que les enjeux fonciers liés au développement de la SOGB dépassent la seule question de l'accès à la terre. Ils interrogent plus largement sur les conditions d'une conciliation entre performance économique, gouvernance foncière et sécurité alimentaire. Dans cette perspective, la sécurisation des espaces vivriers, la protection des bas-fonds, la préservation des réserves foncières communautaires ainsi que le renforcement de la complémentarité entre agriculture industrielle et

agriculture familiale malgré des impératifs opposés, apparaissent comme des conditions essentielles pour assurer un développement territorial durable.

5. Conclusion

L'objectif de cette étude est de montrer les effets de l'emprise foncière de la Société des Caoutchoucs de Grand-Béréby (SOGB) sur les espaces agricoles villageois riverains afin de mettre en évidence les implications de cette dynamique sur la production vivrière et les stratégies alimentaires des ménages. Cette réalité a été abordée sous deux (2) angles avec d'une part, le rôle de l'agriculture industrielle dans la dynamique de réduction des espaces agraires et d'autre part, les indices matérialisant la précarisation de l'indépendance alimentaire des populations riveraines de la SOGB à Grand-Béréby. Les résultats pointent en conséquence que l'expansion des plantations industrielles d'hévéas et de palmiers à huile est connexe à une réduction importante des espaces agricoles, une disparition progressive des réserves foncières locales, associée à une concurrence accrue entre cultures de rente et cultures vivrières. Cette recomposition de l'occupation du sol favorise une réorientation des systèmes de production agricoles sur fond de recul de la production vivrière marquée par une dépendance croissante des ménages à l'égard des marchés alimentaires environnants. L'étude met ainsi en évidence les effets contrastés de l'expansion des activités agroindustrielles en particulier cernés entre préoccupations de développement territorial et défis d'indépendance alimentaire des populations riveraines en termes de

gouvernance foncière. Par ailleurs, les politiques foncières à l'échelle des terroirs gouvernés par les sociétés d'agro-industrie pourraient mettre l'accent sur la prise en compte des impératifs de production alimentaires des populations riveraines pour prévenir les risques d'insécurité alimentaires sur fond de développement durable de ces territoires de spécialisations monoculturales.

6. Références bibliographiques

BARBIER Jean-Claude, COURADE Georges et TISSANDIER Jacques, 1980. *Études sur les systèmes agraires et les dynamiques rurales en Afrique*, 75 p.

CHALEARD Jean-Louis, 1996. *Le temps des villes, le temps des vivres : l'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*, Karthala, Paris, 661 p.

CHAUVEAU Jean-Pierre, 2000. « La question foncière et la construction nationale en Côte d'Ivoire : les enjeux silencieux d'un coup d'État », in *Politique africaine*, n° 78, pp. 94-125.

COALITION POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE GÉNÉTIQUE AFRICAIN (COPAGEN), 2012. *Rapport sur les impacts des plantations industrielles de palmier à huile en Afrique de l'Ouest*, COPAGEN, 48 p

FALLE Yao Laurent, 2018. *Le foncier rural en Côte d'Ivoire : enjeux, conflits et recompositions territoriales*, 145 p.

MIGHTY EARTH, 2019. *Plantations industrielles d'hévéa et impacts sur les communautés au Cameroun*, Mighty Earth, 75 p.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO), 2021. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021 : transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous*, FAO, Rome, 35 p.

RANGÉ Charline, MAGNANI Sergio Dario et ANCEY Véronique, 2020. « "Pastoralisme" et "insécurité" en Afrique de l'Ouest : du narratif réifiant à la dépossession politique », in *Revue internationale des études du développement*, n° 243, pp. 115-150.

RIGHTS AND RESOURCES INITIATIVE (RRI), 2015. *À qui appartiennent les terres du monde ? Un référentiel global des droits fonciers communautaires et autochtones officiellement reconnus*, Rights and Resources Initiative, Washington, D.C.

SEN Amartya, 1981. *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*, Clarendon Press, Oxford, 257 p.

VON BRAUN Joachim et MEINZEN-DICK Ruth, 2009. « "Land Grabbing" by Foreign Investors in Developing Countries: Risks and Opportunities », *IFPRI Policy Brief*, n° 13, International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington, D.C.